

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 76 Mai 2010

Europe et solidarité

Partout, la tentation du repli sur soi est forte. En Belgique, certains partis de la Flandre riche voudraient bien se séparer de la Wallonie plus pauvre. En Italie du nord, des mouvements politiques préconisent que le Nord (la « Padanie ») se sépare du Sud. Même l'Allemagne d'Angela Merkel a cherché à faire cavalier seul au sein de l'Union européenne en dopant ses exportations par une politique de régression sociale (en bloquant les salaires, en réduisant la protection sociale et en augmentant la TVA). En France, la politique antisociale du gouvernement vise à réduire la cohésion sociale et la solidarité. C'est ainsi par exemple qu'on constate, sans surprise, que la suppression de la carte scolaire aboutit à « ghettoïser » certains établissements.

En Europe, de « bons » esprits préconisaient l'exclusion de la Grèce de la zone euro (ce qui aurait entraîné rapidement celle du Portugal, de l'Espagne, la fin de l'euro, la fin de l'Europe).

Pourtant, le chacun pour soi, ça ne marche pas. En face de mastodontes comme la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, que pèseraient la France seule, l'Allemagne seule, la Grande-Bretagne seule ?

Les virus, les gaz à effet de serre, les nuages émis par les volcans, les pollutions de toute nature, n'ont pas de frontière.

Nous n'avons pas d'autre choix que de vivre ensemble.

Les inégalités au niveau mondial ont atteint un niveau plus élevé que jamais, ce qui rend la situation internationale explosive. Il nous faut les réduire notamment par l'aide au développement et par la mise hors marché des « biens publics mondiaux ».

La construction européenne résulte d'une volonté de surmonter les égoïsmes nationaux, et, après deux guerres mondiales, de rendre impossible de nouvelles guerres entre Etats européens.

Malheureusement, dès l'origine, elle a souffert d'un déficit démocratique. Elle s'est construite de façon souvent technocratique, dans le dos des peuples. On n'a pas oublié l'épisode du « traité constitutionnel », rejeté par le peuple français consulté par référendum, mais dont les dispositions ont ensuite été adoptées en catimini par le gouvernement Sarkozy sous le nom de traité de Lisbonne.

L'Europe aurait du organiser une convergence par le haut des politiques économiques, fiscales, sociales des Etats qui la composent.

Elle ne l'a pas fait, et la libre circulation des capitaux et des marchandises aboutit à généraliser le « dumping » fiscal et social, c'est-à-dire l'alignement par le bas.

Dans toute l'Europe, la crise a provoqué des déficits publics énormes. Mais le traité de Maastricht (confirmé depuis par tous les traités dont celui de Lisbonne) a interdit aux Etats de se financer auprès de la Banque centrale européenne. Les gouvernements européens, comme les Grecs, doivent financer ces déficits en empruntant sur les marchés financiers. Comble de l'absurde et du cynisme, les banques sauvées de la faillite se précipitent pour prêter aux Etats en difficulté, dont la Grèce, à plus de 7 % d'intérêt alors qu'elles se refinancent à 1% auprès de la Banque centrale européenne.

Comme le précise *Le Monde*, le 11 mai, **les dirigeants européens ont paré au plus pressé** « en mettant en place un mécanisme de secours aux pays en difficulté. Face à l'urgence et aux risques de contagion, deux tabous ont été ébréchés : le principe d'une solidarité des finances publiques est amorcé à travers un mécanisme de garantie commune des membres de la zone euro pour 440 milliards d'euros de prêts auxquels s'ajoutent 60 milliards d'euros via la Commission européenne. De plus, la Banque Centrale européenne va acheter directement de la dette publique et privée sur les marchés ».

Mais **au-delà**, on voit bien la nécessité de lutter contre la spéculation financière (le besoin d'une taxe sur les transactions financières est plus urgent que jamais) ; de créer un véritable budget européen, afin de développer les solidarités entre pays, au lieu du chacun pour soi qui risquerait de déboucher sur un effondrement européen ; de réformer en profondeur le système fiscal des pays de l'Union européenne en vue de réduire les inégalités (en commençant par le nôtre, dont un détestable symbole est le bouclier fiscal ; l'instauration d'un revenu maximum admissible, au dessus duquel le fisc prend tout, serait un excellent signal).

Dans un monde de violence, où la menace de la barbarie est omniprésente, nous partageons en Europe les valeurs de la démocratie, de la laïcité, des droits de l'homme.

Refondée dans ses institutions, l'Europe doit construire pour elle-même, et promouvoir dans les institutions internationales un mode de vie apaisé qui respecte les équilibres de l'environnement. **Oui, l'Europe peut encore porter un grand projet d'émancipation pour l'humanité tout entière.**

Bonnes nouvelles

La lutte contre le paludisme progresse en Afrique. Ces dernières années, le financement mondial de la lutte contre le paludisme a considérablement augmenté, passant de 220 millions d'euros en 2003 à 1,25 milliard en 2009. Ce budget a permis de soutenir la production, l'achat et la distribution des principaux produits antipaludiques. La production mondiale des moustiquaires imprégnées d'insecticide a été multipliée par Cinq, passant de 30 millions en 2004 à 150 millions en 2009. Selon les données fournies par 9 pays d'Afrique, on enregistre une diminution significative (30 à 95 %) des indicateurs de morbidité et de mortalité liés à l'infection parasitaire.

Mais il reste beaucoup à faire : la maladie tue encore 850 000 personnes par an (chiffres 2008), dont près de 90 % sur le continent africain. (*Le Monde*, 25-26 avril).

Le Prix de l'eau de Stockholm a été décerné à Rita Colwell, microbiologiste états-unienne qui a consacré sa carrière à la lutte contre le **choléra**. Chaque année, le choléra infecte 3 à 5 millions de personnes et cause environ 120 000 décès. Rita Colwell a montré, dans les années 1960, que le bacille de Koch, responsable du choléra, pouvait entrer dans un stade dormant, et reprendre ultérieurement son activité ; ce qui signifie que même en l'absence d'épidémie, les rivières, les lacs et les océans peuvent continuer d'abriter la bactérie. Grâce à ses recherches, les scientifiques sont désormais capables de mieux prévoir sous quelles conditions environnementales l'agent pathogène du choléra passe du stade dormant au stade infectieux. Rita Colwell, qui a travaillé de longues années en Asie du sud, en Amérique latine et en Afrique, fut aussi la première à rechercher les impacts du changement climatique sur la propagation des maladies infectieuses, et à développer des modèles satellites pour localiser et anticiper leurs apparitions. (*Le Monde*, 11-12 avril).

Le temps de l'altruisme. « Il y a dix ans, 800 000 enfants mouraient chaque année de la **rougeole** dans les pays émergents. Aujourd'hui, environ 200 000. Pour quelle raison ? La fondation Bill Gates, avec Gavi, un partenariat public/privé mondial, a promu la vaccination dans les pays pauvres. Selon l'OMS, en moins de dix ans, plusieurs millions de vies ont été sauvées. C'est de la générosité, puisque Bill Gates était totalement libre de son choix. Et que se serait-il passé si ce grand mécène s'était intéressé à l'art ? La rougeole ferait-elle toujours autant de morts par an dans ces pays ? On ne peut pas bâtir un système stable sur la seule générosité. La générosité fait partie de l'espace des libertés, et c'est très bien. Mais l'altruisme fait partie de l'espace des devoirs, on est dans une autre catégorie. Ils se complètent, mais la générosité ne peut se substituer à l'altruisme

L'altruisme est tombé en désuétude. Il convient de le réhabiliter. » (*Philippe Kourilisky, professeur au Collège de France, qui vient de publier « le temps de l'altruisme », chez Odile Jacob ; interviewé dans Le Monde, 24 avril*).

Allemagne : la fin des poules en batterie. Les œufs de poules élevées en batterie sont interdits en Allemagne depuis le 1^{er} janvier 2010. En magasin, on ne trouve plus que des œufs bio ou des œufs de poules élevées en plein air. **En France**, sur 14 milliards d'œufs produits par an, **80 % sont issus de poules en batterie**. (*Silence, mai*).

Boom des brocantes et des dépôts-ventes. Les Français achètent plus souvent des produits d'occasion, mais dépensent moins. « Les gens ne viennent pas chez nous dans le seul but de faire des économies », déclare le patron de Cash Converters, leader de l'achat-vente, « mais parce qu'ils ont appris à consommer différemment ». Pour le fondateur de PriceMinister, l'engouement pour l'occasion est « l'expression d'un refus de la consommation de masse et un rejet de la publicité, voire de la pensée unique. Les consommateurs en ont ras-le-bol de l'éphémère. ». (*Le Monde Magazine, 24 avril*). [*Non aux diktats de la mode. La mode, c'est nous qui la faisons ! JPA*]

La fin du pétrole

86 \$ le baril (16 avril)

Raisonner, rationner. *Connaissez-vous la revue Silence ? Elle prend au sérieux la crise écologique (ce qui n'est pas si fréquent, même aujourd'hui où toutes les entreprises- y compris les plus polluantes- se sentent obligées de feindre de se peindre en vert), et explore les solutions pour y faire face.*

A propos de la fin du pétrole, voici des extraits du numéro de mai 2010 (on trouvera plus loin un texte sur la relocalisation de l'alimentation):

Le « pic de production » est probablement atteint aujourd'hui pour le pétrole (les nouveaux stocks découverts sont inférieurs à la consommation annuelle). Même si de nouveaux gisements sont exploités, cela se fait dans des conditions de plus en plus difficiles (pétrole enfoui de plus en plus profondément ou en pleine mer –avec les risques de catastrophe écologique comme on le voit aujourd'hui en Louisiane, commentaire JPA) et donc les coûts augmentent.

Que se passe-t-il alors ? Soit on laisse faire la « main invisible du marché » et de moins en moins de personnes peuvent continuer à en profiter (en payant une éventuelle taxe carbone), soit on essaie d'économiser et de partager ces ressources. Et là, il ne semble pas y avoir 36 solutions. La plus simple à mettre en oeuvre équitablement est le rationnement, même si le mot fait peur.

En effet, en situation de pénurie, l'**attribution à chacun d'une ration minimale** permet d'éviter que le peu qui reste soit accaparé par le plus fort ou le plus riche. Pendant la seconde guerre mondiale, malgré le marché noir et de nombreuses injustices, les tickets de rationnement garantissaient à chacun une ration hebdomadaire ou mensuelle de viande, de pain, de sucre, de tissu..., bref, de tous les biens nécessaires auxquels les plus pauvres, sans rationnement, n'auraient pu avoir accès. Les quotas de chaque individu seraient enregistrés sur une carte électronique personnelle –la **carte carbone**– d'où ils seraient débités lors de tout achat d'énergie primaire : facture d'électricité, de chauffage, essence à la pompe et billets d'avion.

La carte carbone reprend une idée centrale des **négociations climatiques** : le principe de « contraction et convergence ». Contraction : fixer politiquement un objectif ferme et chiffré de réduction des rejets de CO2 dans l'atmosphère.

Convergence : définir la contribution de chaque pays à cet effort, pour aboutir finalement à une égalité d'émissions par personne. Cette méthode a été proposée en 1990 par le Global Commons Institute, et a ensuite été reprise par l'ONU, le GIEC, etc. Le sommet de Copenhague aurait d'ailleurs dû se conclure par un objectif chiffré de contraction, et un accord sur les moyens d'y converger.

La **diminution des consommations individuelles d'énergie** serait donc le résultat conjoint d'une incitation financière (la possibilité de revendre les quotas excédentaires) et d'une contrainte réglementaire (un maximum indépassable fixé chaque année pour tout le pays).

A lire aussi dans ce numéro, une interview, sur ce sujet, d'Yves Cochet.

Dans le même esprit, on pourra lire (ou relire) dans le numéro de mai d'angle d'attac 92, une proposition de la Coordination Eau-Ile-de-France, sur la tarification de l'eau : une première tranche, gratuite, pour ce qui correspond aux besoins vitaux de l'individu (entre 10 et 40 litres d'eau par jour et par personne) ; puis un tarif fortement progressif visant à décourager les abus et le gaspillage.

*A l'opposé de ces réflexions responsables, pour trouver des solutions aux problèmes qui sont devant nous, on voit fleurir les incantations au « progrès », qui sont des prétextes pour l'inaction : François Fillon (« homme de l'année » pour Le journal de l'automobile) qui estime que « le développement durable, c'est-à-dire celui qui mise tout sur le développement de la science, nous permettra de relever les défis qui sont devant nous » ; ou Gérard Collomb : « je crois en la capacité de l'esprit humain de résoudre les problèmes par l'innovation ». (Le Monde 24 et 30 avril).
Bientôt plus de pétrole ; bientôt un climat invivable ? Pas de problème, d'ici là, la science finira bien par trouver des solutions...*

Climatoscepticisme. En 2005, une historienne des sciences de Californie a analysé dans les revues scientifiques dont les articles sont « validés par les pairs » (soit un comité de lecture de spécialistes du sujet) tous les articles répertoriés sous le mot clé « changement climatique global ». Pour la décennie 1993-2003, elle dénombra 928 articles. Tous, sans exception, étaient en accord avec la thèse du réchauffement climatique.

En 2004, deux universitaires du Colorado se sont livrés au même travail, mais dans la presse de référence (états-unienne : New-York Times, Wall Street Journal, Los Angeles Times, Washington Post) : dans 53 % d'entre eux, ces journaux mettaient en balance un avis alarmiste et un avis négatif sur la question du climat. Le goût pour le débat d'idées, l'« objectivité » érigée comme un dogme nécessitant le renvoi dos à dos de deux camps (syndicats-patrons, droite-gauche, ...), l'incapacité de se positionner en experts, la volonté enfin d'écrire « positif » (le bonheur et le progrès sont plus vendeurs que l'alarme et le serrage de ceinture) ont offert une sur-représentation à des climato-sceptiques pourtant bien isolés dans l'arène. (*Le Monde Magazine, 27 mars*).

Monde

Brésil. Le président Lula a considérablement renforcé les **droits des salariés** : indexation du salaire minimum sur l'inflation, modulation de l'impôt sur le revenu, obligation de négocier sur les principes reconnus par l'Organisation internationale du travail (*Le Monde, 20 avril*).

Kenya. La production des **haricots verts** (le Kenya en exporte 25 000 tonnes par an) occupe 10 % des terres agricoles, les meilleures. Le haricot vert nécessite 2000 tonnes d'eau à l'hectare. Une aberration dans un pays où un dixième de la population ne dispose que de deux litres d'eau par jour pour survivre. Et on ne parle même pas du kérosène qu'il faut pour les amener chez nous. (*Silence, mai, qui reprend une info de Eaux et rivières de Bretagne, hiver 2010*).

Haïti. 1,3 million de personnes ont perdu leur habitation dans le tremblement de terre du 12 janvier. Brèves mais intenses, des averses tropicales ont transformé, début avril, les campements improvisés en bourbiers. Les pluies vont s'intensifier dans les semaines à venir. Les météorologues ont annoncé une saison cyclonique active à partir de juin. (*Le Monde, 14 avril*).

Nord et Sud, même combat. L'impact environnemental des pays du sud devient préoccupant. En fait, nos pays ont perdu le contrôle de la situation. Déjà la Chine est devenue le plus gros émetteur de CO₂. Ce pays a produit, en 2009, plus de voitures que les Etats-Unis. Le fait de permettre à environ 500 millions d'Asiatiques de profiter d'un petit niveau de vie européen commence à se faire sentir à nos pompes à essence. Qu'en sera-t-il lorsque leur nombre aura triplé ? Sans compter les 5 milliards qui seront toujours sur le bord de la route à rêver eux aussi de steaks et de maisons décentes.

Avons-nous pris conscience du niveau de frustration de populations très jeunes, sans emploi, sans espoir, qui au fond des savanes ou des montagnes les plus reculées, contemplant désormais nos feuilletons télévisés en branchant de vieilles télévisions sur des batteries de camion ?

L'aide internationale ne va pas faire disparaître la misère du monde. En revanche, sans être bien sûr une panacée, si elle est bien conçue et correctement gérée, cette aide tant décriée constitue par sa capacité à travailler sur le long terme, à gérer l'incertain, à prendre des risques que d'autres ne savent pas prendre et à concilier financements et appuis intellectuels, l'un des rares instruments à la disposition de nos pays riches, pour tenter de prévenir ou minimiser les drames qui se préparent au Sud. (*Serge Michailof, enseignant à Sciences Po, Le Monde, 13 avril*).

France

Il ne reste plus grand-chose du Grenelle de l'environnement, après le renvoi aux calendes grecques de la taxe carbone, le durcissement des conditions d'installation des éoliennes (seuil minimum de cinq éoliennes par parc, à 500 m au moins des habitations), qui va freiner le développement de l'éolien en France, l'instauration d'une évaluation socioéconomique préalable au retrait des pesticides (recul formidable par rapport au Grenelle qui prévoyait la baisse de 50 % des pesticides d'ici à 2018). (*Le Monde, 9-10 mai*).

La relocalisation de l'alimentation n'est pas chose facile.

Bien sûr, il faut chercher à relocaliser l'alimentation ; mais est-il possible de le faire totalement dans la situation actuelle ? Une expérience a été menée pendant cinq ans avec une famille (deux adultes, deux enfants). Il s'agissait de vérifier s'il était possible de **vivre en autonomie alimentaire sur un hectare**. Cet hectare se répartissait ainsi : 200 m² pour les légumes, 1000 m² de verger, 4000 m² pour les grandes cultures (céréales), 5000 m² pour deux chèvres (lait, fromage+ 2 chevreaux par an). L'expérience a montré que les céréales étaient en quantité insuffisante (mais la terre de départ était pauvre et les rendements de 5 quintaux à l'hectare seulement). Une des contraintes était que le sol devait s'enrichir en matières organiques (par compostage et apport de fumier).

On constate que **pour assurer seulement une faible quantité de lait et de fromages, cela prend la moitié de la surface**. La viande [ou même seulement, hélas, les produits laitiers, note JPA] a effectivement une « empreinte écologique » énorme. Si on veut plus de viande, pour élever un mouton, il faut de l'ordre de 5000 m². Pour élever une vache (sans importation de soja, en zone humide comme le Vercors ou le Jura, il faut de l'ordre de 10 000 m² .

Sur la base d'un hectare pour 4 personnes, il faut 550 000 ha pour nourrir Paris (qui n'occupe que 10 540 hectare)...

Les groupes de villes en transition ont fait l'hypothèse que la situation est moins mauvaise lorsqu'on va vers des villes plus petites. Cela n'est pas automatique : si Cahors, qui occupe 6472 ha, a une « surface nécessaire à l'autonomie » de 5000 ha, La Rochelle ne dispose que de 2843 ha et aurait besoin de 19 250 ha ...

Pour des raisons d'économie d'énergie, pour limiter le coût des réseaux (eau, gaz, téléphone, ...), il faut **densifier les villes**, mais celles-ci doivent **disposer d'une importante couronne verte** si l'on veut pouvoir manger localement.

L'Ile de France compte 11,7 millions d'habitants, ce qui nécessiterait 3 millions d'hectares, alors qu'elle ne fait qu'1, 2 million d'hectares. Le « local » parisien débordera donc sur les régions voisines... peut-être jusqu'à Montargis !

Si la relocalisation devient un impératif (par manque de moyen de transport, par exemple), alors il faut envisager une meilleure répartition des villes et des villages sur l'ensemble du territoire. (*Silence, mai. Abonnement à Silence 11 € par trimestre, Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04*).

Le gouvernement baisse de 35 % à 15 % le remboursement de 150 médicaments. (*Le Monde, 17 avril*).

Une raison pour adhérer à Attac aujourd'hui ?

A Attac, on travaille sur le fond. Association « d'éducation populaire tournée vers l'action », Attac est un espace de réflexion unique en France, avec son Conseil scientifique, ses commissions, ses comités locaux, son Université citoyenne... Libre de toute ambition électorale et dénuée de toute écurie présidentielle, cette association se consacre exclusivement au travail sur le fond des dossiers et aux mobilisations citoyennes. Après avoir déconstruit l'idéologie néolibérale, elle planche maintenant sur les alternatives. www.france.attac.org

Ile-de-France.

Région hors paradis fiscaux. La majorité élue en Ile-de-France s'est engagée à ce que la région ne fasse plus appel à des banques disposant de filiales dans les paradis fiscaux. Il faut espérer que d'autres conseils régionaux, mais aussi des collectivités publiques, prendront eux aussi des engagements similaires. (*Alternatives Economiques, mai*).

Hauts-de-Seine. Grand Paris Seine Ouest ainsi que Colombes et Courbevoie viennent de faire réaliser une cartographie thermique de leur territoire. Le but est d'établir une carte des déperditions de chaleur en pleine nuit et donc d'identifier les problèmes d'isolation. En améliorant l'isolation, les gens auront moins besoin de chauffer. Chacun aura accès aux données concernant son logement. (*Hauts-de-Seine matin, le Parisien, 24 avril*). [excellente initiative ; on aimerait que se construise une expertise indépendante sur la façon la plus efficace d'isoler les logements, en particulier les logements anciens, et sur les économies à en attendre en termes de consommation d'énergie, et de réduction des émissions de gaz à effet de serre].

Montrouge

Mohamed Allouche VA revenir. Mohamed Allouche a été expulsé de France en mai 2009. Il aura fallu près d'un an de mobilisation pour obtenir son retour à Montrouge, et le rétablissement de son droit à vivre en France avec Nadia, sa femme et Noufel, son fils). Bravo à RESF, et à tous ceux qui ont soutenu leur combat. Lire article de Montrouge, de Erik Zolotoukhine, Matthieu Fradelizi, Nathalie Ach-Zolotoukhine <http://www.montrouge.info/spip.php?article747>

Montrouge épinglée par la Chambre Régionale des Comptes. L'opération liée à la réhabilitation de la piscine représente, à la fin de 2008, une **dépense globale de l'ordre de 13 millions d'euros** alors que les premières estimations esquissées devant le conseil municipal faisaient état d'un **projet évalué à 1,83 million**. Au final, les Montrougiens auront payé, pour cet équipement, le prix d'un stade nautique pour finalement n'obtenir qu'une simple piscine de quartier.

Des estimations ont été également sous-évaluées pour d'autres chantiers : pour l'aménagement de deux pavillons en jardins d'enfants, tout comme pour celui des rues Hyppolite Mulin et Gentilly et pour la rénovation du cinéma racine, la réalisation des opérations a été engagée sur des bases insuffisamment précises. Plusieurs avenants ont augmenté les coûts supportés.

Conclusion de la Chambre régionale des Comptes : « la question se pose du financement, à l'avenir, à la fois d'une possible augmentation des dépenses de fonctionnement et des investissements importants qui doivent être réalisés, en particulier pour le **centre culturel et des congrès** qui représenterait une dépense de l'ordre de **30 millions d'euros** » (*repris d'un document diffusé par le PS section de Montrouge*).

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.